te époque un des principaux centres dans le domaine de la propagande internationale, mais cela n'en est pas moins vrai pour Paris, le siège de la conférence de la paix. Il semble d'ailleurs, selon les indications que le livre même nous fournit, que le gouvernement grec ait entrepris, dans beaucoup d'autres pays, un effort concerté qui mériterait aussi d'être connu.

Signalons encore que l'auteur même en ce qui concerne l'Angleterre ne semble pas avoir consulté directement les textes de propagande (livres, brochures, lettres adressées aux journaux) dont il parle dans son livre. Les renseignements qu'il en donne sont puisés dans la correspondance de l'ambassade grecque à Londres et le contenu exact des publications de propagande n'est mentionné que si les archives en fournissent des indications. Cependant une étude directe des points de vue grecs, tels qu'ils sont présentés dans les textes visant à influencer l'opinion publique serait particuliérement intéressante et même indispensable.

Nous croyons que M. Kitsikis aurait voulu étendre ses recherches dans le sens que nous indiquons, mais le temps et les possibilités lui auraient manqué. Ainsi, nos dernières remarques n'ont autre but que de signaler le travail qui reste à faire pour compléter nos connaissances sur les moyens d'action du gouvernement grec au lendemain de la première guerre mondiale afin d'obtenir satisfaction à ses revendications territoriales. Dans ce domaine l'étude de M. Kitsikis, oeuvre de pionnier, est importante et très utile tant à l'histoire qu'à la science politique.

Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec (Canada)

JEAN DIMAKIS

G. Dimopoulos: *L'opinion publique française et la Révolution grecque* (1821-1827). Université de Nancy. Publications du Centre Européen Universitaire, 1962. Pp. 101.

L'ouvrage en question paru dans la série des publications du centre européen de l'Université de Nancy (Section des sciences politiques) est une étude de l'opinion publique française sous toutes ses formes vis-à-vis la Révolution grecque.

L'auteur consacre une longue introduction aux conditions qui ont produit l'insurrection grecque et analyse les circonstances qui l'ont préparée. Ensuite il examine les caractéristiques de l'opinion publique, les formes spéciales sous lesquelles elle se présente dans les époques antérieures et les méthodes qu'utilise la recherche historique pour l'étudier.

Le corps de l'ouvrage comprend deux parties. La première, groupe 5 chapitres où sont examinés: a) les moyens par lesquels l'influence grecque et le philhellénisme se sont manifestés à l'Occident depuis la Renaissance, b) l'évolution du mouvement philhellénique et du courant d'idées opposé à l'époque de la Révolution grecque, c) les expressions particulières de l'opinion française sur la guerre de l'indépendance grecque (production littéraire, brochures, débats parlementaires, souscriptions, campagnes de volontaires), et d) les facteurs qui ont contribué à la formation du philhellénisme français, ainsi que ses manifestations selon les différents groupes et les différentes classes sociales.

Dans la seconde partie, l'auteur analyse la politique étrangère de la France par rapport aux événements de l'Orient. Ainsi examine-t-il d'abord les causes de la méfiance du gouvernement français quant à l'insurrection grecque, puis le changement de la politique officielle française qu'il attribue à la pression de l'opinion publique.

Le livre de M. Dimopoulos est intéressant et utile à plusieurs points-de-vue. L'auteur a puisé dans ses lectures un très grand nombre de renseignements qu'il a su utiliser avec une très grande habileté. Il eut aussi l'avantage de procéder à des recherches personnelles qui lui ont permis d'emprunter "de première main" les renseignements utiles qu'il nous présente dans son étude.

En outre certaines remarques ne manquent pas d'originalité, telles que le caractère du philhellénisme chez Voltaire, la position de Chateaubriand sur l'insurrection grecque et la question des dirigeants de l'opinion publique sur ce problème. L'auteur soutient la thèse bien fondée que Voltaire ne se préoccupait pas au fond du sort des Grecs et que son philhellénisme était plutôt une expression politique liée au soutien des projets de Catherine II; toutefois sa position contribua grandement à la formation d'une opinion philhellénique. De même Chateaubriand, malgré ses anciennes bonnes dispositions envers la Grèce, a montré au cours des premières années de l'insurrection grecque une attitude plutôt réservée et même défavorable: son philhellénisme actif ne date que dès sa rupture avec le cabinet Villèbe et ne constitue qu'une arme dans son opposition contre le ministère. M. Dimopoulos montre de plus que le mouvement philhellénique ne disposait pas de véritables chefs pendant sa première phase. Ceux-ci n'apparurent qu'à une époque ultérieure et ils suivirent le mouvement plutôt qu' ils ne le dirigèrent. Intéressante encore est l'analyse de l' apport des différentes classes sociales sous la Restauration à la formation du

mouvement philhellénique. Certes, les renseignements dont nous disposons actuellement ne nous permettent pas de procéder à une étude approfondie en ce domaine et d' apporter des réponses définitives, mais pareils efforts sont toujours utiles à l'analyse systématique des phénomènes d'opinion publique. Et la familiarisation de l'auteur avec les sciences politiques lui a procuré la méthode de recherche adéquate au sujet de son étude.

Toutefois, si intéressant soit-il, le livre de M. Dimopoulos il n'est pas sans défauts. Sa faiblesse principale est qu'il se base insuffisamment sur les sources et qu'il constitue ainsi en grande partie une compilation ingénieuse et une habile présentation de renseignements déjà connus. Sans doute l'auteur, nous l'avons déjà signalé, a fait des recherches personnelles mais, malheureusemnet, elles ne couvrent qu' une petite partie des sources. Ainsi des centaines de brochures et de textes littéraires parus à l'époque de l'insurrection grecque et inspirés des événements, l'auteur n'en a consulté qu'une quinzaine, et ce ne sont pas toujours les plus importants. Bien que cette abondante littérature constitue, sans doute avec la presse périodique, l'expression par excellence de l'opinion publique à l'époque.

Ces observations sont aussi valables en ce qui concerne la presse. Si l'omission de la presse provinciale peut être justifiée—sans exception les journaux de province d'alors, peu développés, n'étaient que l'écho de ceux de la capitale—il n'en est pas de même de plusieurs journaux de Paris, également ignorés. Particulièrement sérieuse est l'omission de la "Quotidienne," un des journaux les plus influents de la droite, défavorable aux Grecs. Et pourtant, si l'on veut aboutir à des résultats valables, il faut étudier non seulement les opinions philhelléniques, mais aussi les réactions opposées. Les quelques dizaines de revues politiques et littéraires publiées en France à cette époque sont également exclues de la recherche, bien que le rôle de certaines d'entre elles fût considérable sur le mouvement des idées et notamment sur le développement du philhellénisme.

Mais même là où l'étude des sources a été effectuée, elle l'a été "par échantillonnage" et de façon discontinue. On a l'impression que l'auteur a concentré toute son attention, particulièrement dans l'examen de la presse, sur certains moments de l'insurrection grecque en négligeant les autres événements. Ainsi, tandis que les renseignements sur le début de l'insurrection ou sur les grands événements de la guerre abondent, l'exposé des faits pendant les périodes intermédiaires est trop fragmentaire et manque de continuité. Toutefois pour

l'étude de l'opinion publique, phénomène avant tout "dinamique" et manifesté dans une évolution continuelle, il aurait fallu que les renseignements fussent utilisés dans leur succession ininterrompue.

Ces lacunes dans la recherche amènent quelques inexactitudes même à propos de sujets d'une importance particulière, tels que la définition de la position politique des organes de presse sur l'insurrection grecque. Ainsi trouve-t-on l'affirmation que les journaux ministériels français ne se sont jamais déclarés clairement en faveur des Grecs. Cela n'est pas exact. Parmi les journaux ministériels,seul le "Moniteur Universel" considéra l'insurrection grecque avec réserve et méfiance. La "Gazette de France," journal ministériel également dès 1823, fut la tribune des idées anti-grecques à outrance, mais en cela elle ne fit que poursuivre une politique déjà amorcée alors qu'elle était feuille d'opposition. Les autres journaux gouvernementaux, le "Journal de Paris" (journal gouvernemental qu'après juin 1823), le "Drapeu blanc" l'"Etoile," le "Journal des villes et des campagnes," le "Pilote" et l' "Aristarque français" qu'ils fussent ministériels au début ou qu'ils le devinssent plus tard, étaient généralement favorables à la cause grecque.

Notons encore que le "Journal de Paris" ne fut pas indifférent à l'insurrection grecque, comme le prétend l'auteur, et qu'il ne faut pas le ranger généralement parmi les journaux ministériels, comme il semble le croire. Jusqu'en 1823, année où le journal fut acheté par la "caisse d'amortissement" du gouvernement français, il appartenait à l'opposition et exprimait d'habitude des opinions libérales modérées. A cette époque le "Journal de Paris" était partisant fervent de l'insurrection grecque. Plus tard, il change d'attitude à cet égard, et c'est le cas unique dans la presse française où un changement dans la politique d'un journal vis-à-vis du gouvernement français correspond au changement de son opinion sur la question grecque.

Voici quelques autres renseignements à rectifier: Il n'est pas exact que l'entrée d'Ypsilanti dans les provinces danubiennes fut connue en France à la fin d'avril 1821. Dès le 21 mars paraissent déjà les premières nouvelles sur les événements insurrectionnels de la Moldavie et de la Valachie, et le 8 avril plusieurs journaux rapportent le passage du Prut par Alexandre Ypsilanti, sa déclaration publiée à Iasy, ainsi que le désaveu de son mouvement par le tsar. En outre on ne trouve pas de commentaires favorables à l'action d'Ypsilanti dans les feuilles des 9 et 30 avril du "Constitutionnel," comme l'auteur affirme, mais seulement des informations sur ces événements. Enfin la lettre insérée au "Journal des Débats" le Juillet 1821 n'est pas due à Coraïs.

Les initiales N.P. par lesquelles la lettre est signée n'autorisent certainement pas une telle hypothèse. Dans un article qui paraîtra sous peu nous essaierons de montrer que l'auteur de cette lettre est Constantin Nicolopoulos, homme de lettres grec vivant à Paris.

D'un autre côté on aimerait que l'étude de M. Dimopoulos nous révélât aussi des aspects et des renseignements d'un autre ordre: La question grecque qui suscita différentes réactions dans l'opinion publique est la résultante de questions particulières, telles que les causes et le caractère de l'insurrection grecque, le problème de sa "légitimité," la politique des grandes puissances par rapport à la guerre de l' indépendance hellénique etc. Ces sujets se situent en plein centre des débats du temps et sur eux sont axées les opinions de la presse et toute la riche littérature politique qu'engendra l'insurrection grecque. Mais il ne sont pas étudiés, pas même abordés, dans l'ouvrage de M. Dimopoulos.

On aurait aussi à formuler des objections quant à la disposition de la matière du livre. Cent pages d'une impression très serrée ne donnent que cinquante-six pages (pp. 35-80) portant sur le sujet lui-même l'opinion publique française sur le Revolution grecque. Le reste est une sorte d'introduction traitant de l'état des esprits et des choses avant cette Révolution et une sorte d'épilogue en deux chapitres, où sont examinées la politique du gouvernement français envers les insurgés grecs et les causes qui l'ont déterminée. Certes, ces renseignements sont intéressants et pourraient être donnés, mais l'auteur a eu tort de leur accorder une étendue disproportionnée à celle du sujet lui-même. En outre, les pages réservées à la partie essentielle du livre sont insuffisantes même pour une étude sommaire, étant donné les aspects multiples et le caractère complexe des questions traitées.

La bibliographie, signalons-le, est riche et témoigne d'un travail assidu. Il faut féliciter l'auteur d'avoir poussé ses recherches bibliographiques à ce point malgré le temps limité dont il disposait pour préparer son livre. Toutefois certains ouvrages importants se référant directement au sujet de son travail ont échappé à son attention. Nous signalons à titre indicatif l'ouvrage en trois volumes de René Canat: "L'hellénisme des Romantiques," Paris 1951-3, livre fondamental pour l'étude des réactions littéraires en France à l'égard de l'insurrection grecque (tout particulièrement le chapitre 7 du premier volume "La leçon du Philhellénisme").

Ces remarques critiques n'ont aucunement pour but de diminuer l'importance du travail de M. Dimopoulos. Les insuffisances mention-

nées proviennent en grande partie de l'état actuel de la recherche historique dans le domaine traité. En effet avant de pouvoir mener à bon terme une étude sur les réactions de l'opinion publique provoquées par la guerre d'indépendance grecque, il faut un nombre suffisant de monographies sur les différents aspects de la question (presse périodique, brochures politiques, œuvres littéraires, arts figuratifs, témoignages de contemporains—mémoires, journaux personnels, etc.). Alors seulement il nous sera possible d'aborder sérieusement le sujet et d'en faire une synthèse valable.

En tout cas le travail de M. Dimopoulos, à part les renseignements intéressants dans le domaine de la recherche qu'il nous apporte, est avant tout utile pour le grand public averti, qui pourra y trouver une idée générale de l'état d'esprit en France au moment de l'insurrection grecque. Ce publique saura certainement apprécier aussi le style de l'auteur et son français clair et précis.

Université de Sherbrooke JEAN DIMAKIS
Sherbrooke, Québec (Canada)

George W. *Hoffman*: *The Balkans in Transition.* D. Van Nostrand Company, Princeton New Jersey, 1963. Pp. 124.

In this small book, Proffessor Hoffman deals with the geographical setting, the peopling of the peninsula, the evolution of the political territorial framework and the social and economic transformation of three countries, Albania, Bulgaria and Yugoslavia, that form the basic core of Southeastern Europe according to the author. In a study published before the war by Professor C. Evelpidi under the title "Les états balkaniques" (Paris: Rousseau et Cie, éditeurs, 1930) the Greek scholar, agreeing with the usual meaning of the term "Balkan States," considers as countries of the Balkan Peninsula, not only the three countries already mentioned but also Rumania and Greece, i.e. all countries formed after the disagregation of the Turkish empire and having historical, ethnographic, social, even phychological affiliations. An American scholar, Professor L.S.Stavrianos considers Greece, Bulgaria, Yougoslavia, Albania and Rumania as belonging to the Balkan Countries. Cf. L. S. Stavrianos: *The Balkans since 1453*, New York: Rinehart and Company, 1958; idem: The Balkans 1815-1914, New York: Holt, Rinehart and Winston, 1963). another American Professor, Robert Lee Wolff includes among the Balkan countries only Bulgaria, Yougoslavia, Albania and Rumania. Of course after World-War II, Greece has